

**PREFECTURE DE LA REGION
POITOU-CHARENTES
PREFECTURE DE LA VIENNE**

Direction Départementale de l'Agriculture
et de la Forêt

ARRETE N° 2001/DDAF/SFEE - 326

en date du 12 JUL. 2001

autorisant le prélèvement des eaux du champ captant de « Busserais » sur la commune de la Bussière par le président du SIAEP de Nalliers-La Bussière et portant déclaration d'utilité publique :

- **de la dérivation de ces eaux souterraines**
- **des travaux relatifs à l'exploitation et à la distribution de ces ressources en eau destinées à la consommation humaine**

**Le préfet de la région Poitou-Charentes
préfet de la Vienne,
officier de la légion d'honneur,
commandeur de l'ordre national du mérite**

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 215-13 sur la dérivation des eaux non domaniales, d'une source ou d'eaux souterraines ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 1321-2 et L 1321-3 ;

VU le code d'Urbanisme, notamment son article R 126-1 ;

VU la loi n° 1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU le décret modifié n° 67-1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi du 16 décembre 1964 ;

VU le décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 modifié, relatif aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles, modifié par les décrets du 10 avril 1990, du 7 mars 1991 et du 5 avril 1995 ;

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

VU le décret 92-1041 du 24 septembre 1992 relatif à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau ;

VU les décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés, relatifs à la nomenclature et aux procédures des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi sur l'eau ;

VU l'arrêté préfectoral n° 75/DA/B2/285 en date du 14 octobre 1975 déterminant les communes du département de la Vienne dans lesquelles est interdite l'implantation des réservoirs enfouis renfermant des liquides inflammables de 1ère et 2ème catégories ;

VU l'arrêté préfectoral n° 97/D2/B3/031 du 18 février 1997 portant réglementation des stockages de produits susceptibles d'être dangereux pour la santé, la salubrité publique et l'environnement ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU les délibérations du comité du SIAEP de Nalliers-La Bussière en date des 25 février 1999 et 29 mars 2000 demandant l'autorisation de dériver des eaux souterraines au lieu-dit « Busserais » (commune de la Bussière), portant engagement d'indemniser les usagers des eaux lésés par la dérivation et demandant l'instauration des périmètres de protection de ce captage ;

VU l'avis de réception délivré le 17/10/2000 par le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2000/D2/B3/346 du 1er décembre 2000 prescrivant l'ouverture du 15 janvier au 09 février 2001 sur la commune de la Bussière, des enquêtes conjointes :

- ❖ préalable à la déclaration d'utilité publique des dits travaux relatifs à la dérivation des eaux souterraines ;
- ❖ préalable à la déclaration d'utilité publique des dits travaux en vue de la détermination des périmètres de protection et l'instauration de servitudes de protection du captage ;
- ❖ parcellaire en vue de délimiter les terrains qui seront assujettis aux dites servitudes ;

VU l'avis de l'hydrogéologue agréé de juillet 1998 modifié en décembre 1999 ;

VU l'avis du commissaire enquêteur ;

VU l'avis favorable du CDH en date du 17 mai 2001 ;

CONSIDERANT l'absence d'observations du président du SIAEP de Nalliers-La Bussière sur le projet d'arrêté ;

SUR proposition du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de la Vienne ;

ARRETE

ARTICLE 1

- A) – Est autorisé le prélèvement des eaux souterraines du champ captant de « Busserais », commune de la Bussière ;
- B) - Sont déclarés d'utilité publique les travaux à entreprendre par le SIAEP de Nalliers-La Bussière relatifs :
- ✓ aux captages de « Busserais », commune de la Bussière,
 - ✓ à la création de périmètres de protection de ces captages et institution des servitudes afférentes,
 - ✓ à la distribution de ces eaux destinées à la consommation humaine.

SECTION I - DERIVATION DES EAUX

ARTICLE 2

Le SIAEP de Nalliers-La Bussière est autorisé à dériver une partie des eaux souterraines recueillies par les captages réalisés sur le territoire de la commune de la Bussière.

ARTICLE 3

Le volume à prélever par pompage par le syndicat ne pourra excéder :

100 m³/h sur 20 h (soit 2000 m³/jour en pointe) pour le captage # 1,
50 m³/h sur 20 h (soit 1000 m³/jour en pointe) pour le captage #2 et
soit 150 m³/h sur 20 h (soit 3000 m³/jour en pointe) pour l'ensemble de 2 captages.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par ces travaux, la commune devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde des intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par le Préfet sur le rapport du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt.

ARTICLE 4

Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit et le volume journalier autorisés ainsi que les appareils de contrôle nécessaires devront être soumis par la commune à l'agrément du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt.

ARTICLE 5

Conformément à l'engagement pris par le comité syndical dans sa séance du 25 février, le SIAEP devra indemniser les usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

SECTION II - PERIMETRES DE PROTECTION

ARTICLE 6

Il est établi autour de l'ouvrage des captages trois périmètres de protection dans les limites indiquées par l'hydrogéologue agréé, et figurant sur les cartes jointes au dossier de déclaration d'utilité publique des travaux.

PRESCRIPTIONS IMPOSEES A L'INTERIEUR DES PERIMETRES DE PROTECTION

6.1 - Périmètre de protection immédiate (4000 m²)

Il concerne les parcelles n° 453, 784, 785 et 788 de la section E de la commune de la Bussière.

Le périmètre devra être acquis en pleine propriété par le syndicat. La clôture qui délimite actuellement ce périmètre sera entretenue en bon état ainsi que le portail et son dispositif de verrouillage. Les trappes d'accès aux puits de captages devront être maintenues verrouillées.

Il sera interdit à toute circulation, toute activité, tous travaux, tous stockages ou dépôts qui ne sont pas nécessaires pour l'exploitation et l'entretien des installations de captage et de distribution. Son accès sera strictement réservé au personnel de visite, d'entretien et d'exploitation du point d'eau.

Il n'y sera fait aucun apport d'engrais, de produits phytosanitaires ou apparentés, la croissance de la végétation ne devant être limitée que par des moyens mécaniques.

6.2 - Périmètre de protection rapprochée (35 ha environ)

Il comprend 101 parcelles réparties comme suit :

Commune de la Bussière

↳ Section C - Feuille n° 1

* *La Bochaudière* : parcelles n° 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 555.

↳ Section E - Feuille n° 2

* *Les Près des Echardons* : parcelles n° 447, 453, 754, 755, 756, 757, 768, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 788, 789, 790.

* *Busserais* : parcelles n° 791, 792.

* *La Bochaudière* : parcelles n° 496, 497, 498, 499, 500, 501.

* *Le Charraud* : parcelles n° 506, 507, 510, 511, 512, 525, 526, 527, 531, 532, 533, 535, 539, 540, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 565, 566, 567, 693, 694, 745, 746, 750, 751, 793, 797, 802, 811, 812, 822, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 886

↳ Section ZL

* *Le Charraud* : parcelles n° 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 52.

↳ Section ZM

* *Les Cocassières* : parcelles n° 21.

* *La Bachaudière* : parcelles n° 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33.

Un tableau en annexe résume les activités réglementées et interdites dans ce périmètre.

Les activités interdites sont détaillées ci-dessous en reprenant les numéros des rubriques au tableau de l'annexe 1 :

1.- La création et l'exploitation de puits ou de forage captant l'aquifère du Jurassique excepté pour l'alimentation en eau potable (service publique) en complément ou en substitution des puits existants. Dans ce cas, l'avis d'un hydrogéologue agréé sera sollicité sur l'adéquation du périmètre existant la protection du nouvel ouvrage.

2.- L'ouverture et l'exploitation des carrières ou de graviers.

3.- L'ouverture d'excavations ou de tranchées autres que celle destinées à la mise en place de canalisations liées à l'exploitation du captage, à la distribution d'eau potable ou, éventuellement, à la réalisation de fondations pour des habitations, à la collecte et à l'évacuation vers l'extérieur des périmètres des eaux usées d'origine domestique ainsi qu'à l'enfouissement de câbles électriques ou téléphoniques.

5. La création de centres d'enfouissement techniques, de déchetteries, d'usines d'incinération, de stations d'épuration et de stockages de produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux.

7.- L'implantation de canalisations de transports d'eaux pluviales ou d'eaux usées d'origine industrielle.

8.- L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte, directement ou indirectement, à la qualité des eaux.

10 - 11 et 12.- Les installations de stockage d'eaux usées d'origine industrielle ou de tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux autres que les hydrocarbures liquides ou gazeux à usage domestique (le stockage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques de produits phytosanitaires et de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail sera donc interdit).

13.- L'épandage et l'infiltration d'eaux usées brutes d'origine domestique - eaux ménagères et eaux vannes (pour l'assainissement autonome, se référer aux réglementations spécifiques).

15.- L'épandage de lisiers, de jus d'ensilage, de boues de stations d'épuration, de matières de vidanges ou de toutes eaux usées d'origine agro-alimentaire (l'usage de fumiers solides sera accepté)

20.- Le déboisement, l'arrachage des haies et le dessouchage.

21.- La création de plans d'eau et l'approfondissement des plans d'eau existants

22.- Le camping, même sauvage et le stationnement de camping-cars et caravanes.

24.- La création d'activités artisanales, industrielles ou commerciales, même temporaires, susceptibles de générer des pollutions autres que domestiques.

La réglementation spécifique est détaillée ci-dessous en reprenant les numéros des rubriques du tableau de l'annexe 1.

6.- Pour de futurs éventuels bâtiments à usage d'habitation, les autorisations de construire seront accordées de préférence dans le cadre d'un habitat dispersé sur des parcelles de grandes dimensions (un minimum de 2000 m² pourrait être envisagé). Les filières d'assainissement autonome seront choisies et dimensionnées en fonction des capacités d'absorption et épuration du sol(intervention d'un bureau d'études spécialisé pourra être imposé).

9.- Les stockages d'hydrocarbures liquides ou gazeux à usage domestique devront être réalisés en cuves protégées (aérienne avec bac de rétention, les cuves enfouies étant interdites par l'arrêté préfectoral du 14 octobre 1975).

23. - La construction et la modification des nouvelles voies de communications ne devront pas s'effectuer par creusement naturel et passage en déblai.

26.- Le rebouchage des tranchées autorisées se fera avec des matériaux non solubles et inertes. La partie superficielle sera remblayée avec un matériau imperméable correctement mis en place.

En outre dans le périmètre de protection rapprochée, les aménagements et opérations qui suivent devront être réalisés :

Réhabilitation de l'ancienne carrière par évacuation des déchets et déblais qui y ont été déposés, par fermeture de tous les accès aux véhicules motorisés et par entretien ou mise en place de merlons empêchant à tout véhicule agricole de chuter accidentellement dans les plans d'eau ou plus simplement de pulvériser des produits phytosanitaires sur l'eau. Les eaux de ruissellement des zones pouvant servir de parking et de la route seront canalisées par des fossés pour empêcher leur rejet dans les plans d'eau.

D'une manière générale, toute autre création d'activité susceptible de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée est soumise à l'avis préalable d'un hydrogéologue agréé.

Les autorisations accordées au titre des diverses polices administratives (installations classées, carrières, police des eaux, code de la santé publique etc...) devront prescrire toutes mesures nécessaires pour sauvegarder la qualité actuelle et future de l'eau. Un avis géologique sera sollicité avant la délivrance des autorisations.

6.3 - Dérogations aux interdictions

A titre exceptionnel, des dérogations aux interdictions prévues aux articles précédents pourront être accordées par arrêté préfectoral, après avis de l'hydrogéologue agréé et du conseil départemental d'hygiène.

L'arrêté devra être dûment motivé, et fixer les prescriptions spécifiques nécessaires pour éviter tout risque de pollution.

6.4 - Périmètre de protection éloignée

Surface : **171 ha** environ.

Il englobe les différentes habitations ou hameaux situés dans le bassin versant topographique qui aboutit au captage.

Les services chargés de la police de l'eau devront être particulièrement vigilants quant à l'application des procédures réglementaires et notamment en ce qui concerne les procédures de déclaration ou d'autorisation telles qu'elles sont décrites dans les décrets 93-742 et 93-743. Une attention toute particulière sera portée sur la réalisation des forages.

Dans ce périmètre, tout comme dans le périmètre de protection rapprochée, on veillera à l'application par la profession de codes de bonnes conduites agricoles.

Les interdictions d'épandage à moins de 35 m des berges des cours d'eau (règlement sanitaire départemental) s'appliqueront également aux orifices karstiques (avens, gouffres) visibles ou susceptibles d'être découverts. Ces orifices devront figurer sur les plans d'épandage avec l'interdiction d'épandage de 35 m.

Sur ce même territoire sera menée une campagne de contrôle de dispositif d'assainissement autonome (compétence du maire conformément à l'arrêté du 6 mai 1996). En cas d'inadéquation du dispositif, sa réhabilitation devra être réalisée (en priorité à la charge du propriétaire du ou des bâtiments).

Dans le périmètre de protection éloignée, une attention particulière sera portée à l'instruction des dossiers relatifs aux opérations suivantes :

- * La création ou la mise en exploitation de tout nouveau point d'eau (y compris les forages de reconnaissance) ;
- * La création des carrières ;
- * La création d'activités artisanales, industrielles ou commerciales, même temporaires, susceptibles de générer des pollutions autres que domestiques ;
- * La création de camping ;
- * La création ou la modification d'étang ou de plan d'eau ;
- * La construction ou la modification des voies de communication ;

On veillera particulièrement à la préservation des espaces boisés, et au maintien des haies.

L'efficacité de la protection dépendra non seulement de ce contrôle de la bonne application des interdictions et règlements, qu'ils soient généraux ou spécifiques, mais aussi des actions d'information, voire d'éducation, qui accompagneront la mise en place des périmètres.

ARTICLE 7

(Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté).

Les installations, activités et dépôts existants dans le périmètre de protection rapprochée à la date du présent arrêté devront satisfaire aux obligations de l'article 6 dans un délai de trois ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

ARTICLE 8

(Réglementation des activités, installations et dépôts dont la création est postérieure au présent arrêté).

Le propriétaire d'une installation, activité ou dépôt soumis à autorisation préfectorale, conformément à l'article 6.2 ci-dessus, doit, avant tout début de réalisation, faire une demande d'autorisation au préfet du département concerné, en précisant :

- La localisation et les caractéristiques de son projet, et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau.
- Les dispositions prévues pour parer aux risques précités.
- Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés. L'enquête hydrogéologique, éventuellement prescrite par l'administration, sera faite par l'hydrogéologue officiel, aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois, à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Il est rappelé que les activités réglementées visées à l'article 6.2 pourront faire l'objet d'une interdiction si le projet ne présente pas toutes garanties pour la protection et la conservation de la qualité de l'eau.

ARTICLE 9

Le président du syndicat est autorisé à acquérir, soit à l'amiable pour tous les périmètres, soit par voie d'expropriation, pour le périmètre de protection immédiat en vertu du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à la réalisation du projet.

ARTICLE 10 – SANCTIONS

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 6 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret 67-1094 du 15 décembre 1967 pris pour l'application de la loi modifiée 64.1245 du 16 décembre 1964, et les articles 22 à 30 de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, sans préjudice des peines prévues par d'autres polices administratives (installations classées, police des eaux etc...).

ARTICLE 11

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau sont soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la conservation des hypothèques (délai maximal 2 mois).

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Le président du syndicat est chargé d'effectuer ces formalités.

SECTION III - DISTRIBUTION DES EAUX

ARTICLE 12

Les eaux captées pourront être distribuées en vue de la consommation humaine, sous réserve de répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique et le décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 modifié.

Le procédé de traitement, son installation, son fonctionnement et la qualité des eaux distribuées sont placés sous le contrôle de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales.

Elle devra notamment faire l'objet d'une désinfection avant distribution.

Toute modification du traitement devra faire l'objet d'une déclaration auprès de ce service.

ARTICLE 13 – INFORMATION DES TIERS

Le présent arrêté sera déposé en mairie de la Bussière. Un extrait sera affiché pendant 1 mois minimum et sera consultable par les tiers.

Un procès-verbal témoignant de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire et retourné à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt (service forêt, eau, environnement – 20 Rue de la Providence – 86020 Poitiers Cedex).

Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais du pétitionnaire dans deux journaux locaux diffusés dans le département.

L'arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne.

SECTION IV - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 14

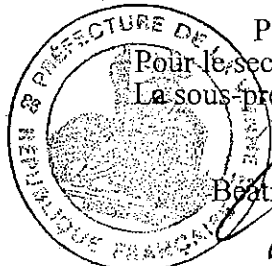
Cet arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification pour le demandeur, ou dans un délai de 4 ans à compter de la dernière mesure de publication pour les tiers.

ARTICLE 15 - EXECUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Vienne, le maire de la commune de la Bussière, le président du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de Nalliers-La Bussière, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur départemental de l'équipement, l'ingénieur des mines, l'inspecteur des installations classées, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le S.I.V.E.E.R (*syndicat départemental des eaux de la Vienne*) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.


Poitiers le, 12 JUL. 2001

Pour le préfet,
Pour le secrétaire général absent,
La sous-préfète de Montmorillon
Béatrice LAGARDE



Pour ampliation
Poitiers, le 200701

La Chef du S.I.V.E.E.


Judith JIGUET

**PERIMETRES DE PROTECTION DU CAPTAGE DE "BUSSERAIS" - commune de LA BUSSIERE
SIAEP de LA BUSSIERE - NALLIERS
TABLEAU DES PRESCRIPTIONS**

N°	DEFINITION DES ACTIVITES	Protection rapprochée			Protection éloignée	
		Interdiction	Règlement spécifique	Règlement général	Règlement spécifique	Règlement général
1	La création de forage ou de puits autres que pour l'A.E.P.	X				X
2	L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières	X				X
3	L'ouverture d'excavation autres que celles destinées au passage de canalisations d'A.E.P. ou éventuellement d'assainissement ou à l'effacement des réseaux aériens ou à la réalisation de fondations	X				X
4	Le remblaiement des excavations ou carrières existantes		* ←	X		X
5	L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus, de produits radioactifs et de tous produits ou matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux	X				X
6	L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires, autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau		X			X
7	L'implantation d'ouvrages de transport d'eaux pluviales ou d'eaux usées d'origine industrielle qu'elles soient brutes ou épurées	X				X
8	L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tout autre produit liquide ou gazeux susceptible de porter directement ou indirectement atteinte à la qualité des eaux autres que ceux cités en 7	X				X
9	Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux		X			X
10	Les installations de stockage d'eaux usées d'origine industrielle ou de tout produits chimiques autres que ceux cités en 9, 11 et 12	X				X
11	Le stockage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures	X				X
12	Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail	X				X
13	L'épandage et l'infiltration d'eaux usées brutes d'origine domestique	X				X
14	L'épandage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols autres que ceux cités en 15			X		X
15	L'épandage de lisiers, de boues de station d'épuration, de matières de vidange, de jus d'ensilage ou de toutes eaux usées d'origine agro-alimentaire	X				X
16	L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures (produits phytosanitaires ou apparentés)			X		X
17	L'établissement d'étables ou de stabulations libres			X		X
18	Le pacage des animaux			X		X
19	L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail			X		X
20	Le déboisement, l'arrachage des haies et le désouchage	X				X
21	La création et l'approfondissement de plans d'eau	X				X
22	Le camping (même sauvage) et le stationnement des caravanes ou camping-cars	X				X
23	La construction et la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation		X			X
24	La création d'activités artisanales, industrielles ou commerciales, même temporaires, susceptibles de générer des pollutions non domestiques	X				X
25	Le drainage des terres agricoles			X		X
26	Le rebouchage des tranchées autorisées		X			X